

J. D. SINGER, K. W. DEUTSCH,
R. INGLEHART, D. HANDLEY,
D. SIDJANSKI

MÉTHODES QUANTITATIVES ET INTÉGRATION EUROPÉENNE

Textes recueillis et présentés
par
Dusan SIDJANSKI

PRÉSENTATION

L'intégration européenne a fait l'objet de plusieurs études de science politique. Certaines d'entre elles dues surtout aux auteurs américains utilisent les méthodes quantitatives pour mesurer le degré d'intégration. Le présent recueil vise précisément à présenter aux lecteurs de langue française un échantillon d'articles qui illustrent à la fois les possibilités et les limites des techniques de mesure telles qu'elles ont été appliquées dans le domaine de l'intégration.

Il est admis aujourd'hui que le mouvement d'union en Europe a déclenché ou accéléré le processus de changement social. C'est ce dernier qui est au centre de nos préoccupations ; il constitue le fil conducteur réunissant autour de la contribution fondamentale de Karl W. Deutsch les articles de Ronald Inglehart et de David Handley. Dans une deuxième partie, nous avons esquissé un bilan provisoire des recherches européennes et américaines. Le solde passif marque là encore les contributions et les échanges entre ces deux régions. Pour inciter les chercheurs européens à mieux tirer profit des données disponibles, nous avons offert un aperçu des sondages d'opinion qui, à notre grande surprise, ont été effectués depuis 1945 en nombre plus considérable en Europe qu'aux Etats-Unis.

L'ensemble de ces textes est précédé par la réflexion de David Singer sur la valeur des méthodes quantitatives. Dès l'abord, il écarte ceux qui n'ont de scientifique qu'un jargon spécial sans en appliquer pour autant la rigueur de la démarche. Fort opportunément, D. Singer rappelle que nous recourons sans cesse et plus ou moins consciemment à diverses mesures ou comparaisons quantitatives. La méthode scientifique tend à expliciter et à codifier cette habitude courante. Loin de se passer de l'intuition, de l'imagination ou du jugement, elle cherche à vérifier les hypothèses, à mettre à l'épreuve les affirmations qui en sont issues. A cet effet, elle mobilise à la fois l'héritage des connaissances, des traditions, l'évidence empirique, la substance et la technique. Preuve en est l'étude systématique des guerres durant l'époque 1815-1945 entreprise par Singer sur la base de la littérature traditionnelle et en collaboration avec un spécialiste de l'histoire diplomatique. Le but de cette

opération est de substituer des données précises aux considérations souvent partielles mais généralisées. Grâce à ces efforts visant à recueillir, à classer et à mesurer les données, il est possible de recourir aux techniques d'analyse statistique des variables. Avec raison, D. Singer insiste d'autre part sur le fait, que l'habileté dans le domaine technique ne peut pas néanmoins remplacer la connaissance de la matière et ne doit pas servir à masquer l'ignorance du sujet. Il s'oppose avec tout autant de vigueur à ceux qui prétextant l'objectivité refusent de prendre position, de s'engager clairement. Les études scientifiques ne doivent pas cautionner la neutralité morale. Ainsi l'article de Singer illustre le grand débat que se livrent depuis quelques années les traditionnalistes et les scientifiques aux Etats-Unis. Il montre à la fois l'utilité de la contestation ouverte et l'inanité d'une guerre prolongée. Il est à souhaiter que les Européens ne s'enlisent pas à leur tour dans un conflit entre « traditionnalistes » et « quantitativistes ». D'autant plus que ces deux courants dont les représentants se heurtent parfois, sont issus d'une même tradition européenne qui, non sans quelques tensions, les maintient ensemble. Platon n'interdisait-il pas l'accès de son école à ceux qui ignoraient les mathématiques ? Sans vouloir transposer cette règle en science politique il est certain que l'incompréhension des chiffres qui faisait partie d'un snobisme intellectuel, surané, n'est plus de mise. Une bonne interprétation et utilisation des données chiffrées est indispensable à ceux qui se veulent spécialistes des affaires publiques et du gouvernement des hommes. La querelle entre les tenants des deux types de la science politique est déjà dépassée. Telle est la leçon qui nous semble s'imposer à la lecture des réflexions de David Singer.

Karl W. Deutsch expose en résumé les résultats des travaux de son équipe de Yale (1963-65). Ceux-ci se caractérisent par les méthodes diverses qui ont été employées pour analyser les faits : interviews des cadres allemands et français, sondages d'opinion, analyse de contenu des journaux, mesure des transactions internationales et du comportement réel. Par ses voies diverses, les membres de l'équipe ont abouti à une conclusion concernant l'arrêt du mouvement d'intégration depuis 1957-58, époque à laquelle l'Europe a atteint le niveau le plus élevé d'intégration structurelle. Ce degré d'intégration est mesuré en particulier par l'indice d'acceptation relative. David Handley en reprend l'étude sous un angle de critique constructive. Dans son article, il énumère les avantages et les désavantages de cet indice et reproduit notamment l'explication que Deutsch a fournie au cours du colloque organisé par le Département de science politique et l'Institut universitaire d'études européennes à Genève le 20 juin 1970. A cette occasion, Deutsch a donné l'aperçu de la suite de leurs travaux et a expliqué comment avec son équipe de Harvard ils se sont rendus compte récemment que l'AR

implique une distorsion du fait que les pays qui ne sont pas directement considérés sont tous regroupés sous une seule rubrique « reste du monde ». Il est donc nécessaire pour éviter cette distorsion de prendre en considération tous les pays qui pratiquent les échanges. La contribution de Handley porte sur deux points :

1. Il a prolongé les calculs de l'indice AR dans la Communauté européenne pour la période 1963-1968. Les résultats confirment une évolution favorable des échanges entre les Six, montrant ainsi, s'il en était besoin, que les conclusions peuvent varier selon les périodes étudiées.
2. Il a proposé un AR modifié qui varie entre -1 et $+1$ rendant ainsi plus facile l'évaluation mais s'exposant au risque de minimiser par ailleurs l'importance des grandes valeurs. Ce sont autant de tentatives pour améliorer les instruments de mesure dont on dispose.

L'analyse de contenu a été effectuée par l'équipe de Deutsch sur les éditoriaux de quatre grands quotidiens (Le Monde, Frankfurter Allgemeine, Times et New York Times) qui concernaient l'intégration européenne ou la collaboration atlantique (1953-1963). Deux tendances s'y dessinent : l'intérêt des trois journaux européens s'est orienté vers l'intégration économique de l'Europe ; dans l'ensemble l'attention prêtée aux questions politiques que soulève une Europe unie a diminué, à l'exception du New York Times. Ces observations — bien que limitées — gardent leur signification, surtout si l'on sait que les « faits économiques européens » ont été en grande partie transférés des éditoriaux à d'autres rubriques, ainsi que le témoigne l'évolution du Monde.

Les échantillons de cadres français (147) et allemands (173) interviewés en été 1964 ont apporté des indications précieuses sur leur façon de concevoir l'intégration et son évolution. Au cours de cette période, 43 % des cadres français préconisent une prépondérance des influences supranationales et 41 % préfèrent la prédominance des Etats nationaux dans la forme d'intégration ; chez les cadres allemands, une faible majorité se prononce pour une forme d'intégration à caractère supranational, bien que 45 % préfèrent une confédération ou un type d'organisation qui préserve le caractère national. Quant aux délais nécessaires pour que l'intégration s'accomplisse, les cadres allemands (46 %) sont plus optimistes que les cadres français dont 19 % seulement prévoient l'union européenne au cours des dix années à venir.

L'intégration au plan de l'opinion publique enregistre, à l'encontre des transactions, un accroissement sensible de l'importance de l'Europe unie tant en France qu'en Allemagne. Cet accroissement a été le plus vigoureux entre 1957 et 1962. De plus, l'analyse factorielle de nom-

breux sondages effectués dans ces deux pays entre 1954 et 1962 a révélé un rapprochement notable des idées fondamentales. Par ailleurs, l'équipe Deutsch a observé une contradiction latente entre l'adhésion à la réalité de l'Etat national et l'idée d'union européenne. Ronald Inglehart consacre son article à l'évolution des attitudes qui le conduit à conclure qu'à certains égards, l'intégration ne s'est pleinement mise en marche qu'à partir de 1958. Il met l'accent sur la comparaison des attitudes favorables à l'intégration entre adultes et jeunes. Dans l'ensemble, les jeunes de 16 à 19 ans de l'échantillon d'Inglehart sont bien plus favorables que les autres catégories d'âge. Son explication se fonde principalement sur l'idée que l'identification nationale se forme à l'âge pré-adulte. De ce fait, les catégories d'âge qui ont été exposées aux influences de la première ou deuxième guerres mondiales sont plus nationalistes que les nouvelles générations libérées de cet héritage de conflits nationaux. Inglehart conclut à la suite de ses analyses que deux éléments au moins sont nécessaires à l'éclosion d'un sens vigoureux de l'europanisme :

1. l'absence de souvenirs générateurs de conflits et
2. un sens de la participation positive à des activités communes importantes.

A ces deux éléments s'ajoute l'augmentation sensible des transactions intra-européennes accompagnée d'une réduction possible de la distance psychologique entre les groupes intéressés. Une autre conclusion importante concerne la stabilité relative des attitudes face à l'intégration européenne. Une exception notable : l'Angleterre, qui, ainsi qu'il ressort de notre aperçu, accuse de fortes fluctuations et une baisse de soutien frappante. Si l'évolution de la conjoncture fournit une explication partielle, nous sommes enclins à croire que la stabilité qui caractérise les six pays est due en bonne partie au fait que ceux-ci sont insérés dans un cadre institutionnel commun, la Communauté européenne.

A son tour, Inglehart examine brièvement les autres indicateurs utilisés par Deutsch. A propos des transactions et des échanges, il suppose à titre d'exemple que les voyages dans d'autres pays de la Communauté rendent un individu plus favorable à l'intégration européenne ; cet effet se trouve-t-il annulé par des voyages dans des pays tiers ? A son avis, cette circulation accrue jointe à d'autres facteurs contribue à forger progressivement le sens de la Communauté. Cette hypothèse est largement corroborée par les travaux qui, menés sous la direction de Carl J. Friedrich, ont porté sur les divers types d'intégration non formelle : collaboration industrielle et professionnelle, échanges de travailleurs et d'universitaires. Nos études des structures professionnelles dans la Com-

munauté ainsi que des groupes de promotion confirment aussi cette tendance générale malgré les crises qui ont secoué les institutions. Dans ces différentes recherches, l'intégration apparaît comme un changement social qui se poursuit à des niveaux divers des activités et structures de la société européenne en formation. Ces niveaux bien qu'interdépendants et s'appuyant mutuellement semblent avoir acquis dans une certaine mesure du moins, un mouvement propre, comme le témoignent les échanges et la relative stabilité des attitudes. Les institutions communautaires qui ont donné une nouvelle impulsion à ces formes variées de collaboration bénéficient, à leur tour, du soutien de l'intégration en profondeur. Par surcroît, elles leur assurent un cadre organisationnel qui semble garantir une certaine stabilité des relations d'Etats, de groupes et d'individus dans la Communauté européenne.

D.S. Dusan SIDJANSKI

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à la Direction générale de Presse et d'Information des Communautés européennes sans l'aide de laquelle nous n'aurions pas pu organiser les colloques de Heidelberg et de Genève ainsi que recueillir et publier ces textes.

APERÇU DES SONDAGES D'OPINION SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE 1945-1969

par D. Sidjanski et D. Handley

Département de science politique, Université de Genève

1. Considérations générales

Les résultats de divers sondages d'opinion sont de plus en plus utilisés pour évaluer le soutien populaire, pour analyser la valeur ou la portée du mouvement d'intégration. Certaines analyses récentes dues à l'œuvre des professeurs Deutsch, Haas, Inglehart prennent en considération cette variable dans leurs schémas d'analyse, quand celle-ci ne constitue pas leur principal centre d'intérêt. Par la force des choses, la plupart de ces travaux se limitent à un aspect de l'opinion publique : soit une période restreinte, soit un espace limité (sondages nationaux), soit un sous-groupe de la population selon l'âge ou la catégorie socio-professionnelle. Certes, on peut mentionner quelques exceptions, dont l'étude d'Alain Girard (1956) qui porte sur plusieurs années ou celle de Merritt et Puchala (1968), qui recourent aux sondages effectués pendant dix ans par la US Information Agency. Dans la même perspective s'inscrivent les travaux de Inglehart, qui cherche à dégager, par-delà les instantanés, les structures de l'opinion européenne et son évolution¹. Par ailleurs, J. R. Rabier a joué le rôle de promoteur en suscitant des sondages internationaux (p. ex. 1962 et 1970) relatifs à plusieurs pays ainsi que des recherches effectuées dans les archives des instituts d'opinion publique (p. ex. EMNID, Institut für Demoskopie et IFOP).

Un autre exemple d'une étude portant sur des longues séries dans le temps mais limitée à un seul pays, l'Angleterre, est celle de Goodharte et Bhansali (1969) : elle comporte l'analyse des préférences politiques depuis la seconde guerre mondiale et la vérification de nombreuses hypothèses. De telles analyses n'ont pas été effectuées dans le domaine de l'intégration européenne pour des raisons multiples, dont le manque

de données centralisées et de travaux analytiques de base. Les travaux récents du professeur Ronald Inglehart (Michigan et Genève) tendent à combler certaines de ces lacunes. Par ailleurs, un projet est en cours de réalisation au Centre de recherche de science politique de l'Université de Genève qui nous conduit à entreprendre, d'une part, la constitution d'un fichier systématique CDC INFOL des sondages relatifs à l'intégration européenne² et d'autre part, une série d'analyses secondaires portant sur les données ainsi recueillies. A ce jour, ont été recensés environ 600 différents sondages qui comportent approximativement 600 000 interviews et qui s'échelonnent sur une période de plus de vingt ans. L'objet de cet article est de présenter d'une manière schématique et sous la forme de tableaux les résultats préliminaires de ces recherches dont une partie feront l'objet d'une analyse approfondie³.

Dans cette note, nous ne retenons que les *enquêtes par sondages* dites de masse. En règle générale, les échantillons sont tirés principalement de la population adulte, mais souvent l'âge limite varie. Notre critère de sélection est la vocation à enquêter auprès de la population entière. Nous avons cependant repris la distinction entre les sondages aux niveaux *national* et *multinational*. Certes, tant les uns que les autres utilisent des échantillons par pays, à défaut d'un échantillon *unique* pour la Communauté européenne ou un autre groupe de pays. L'aspect multinational apparaît à double titre : il s'agit des questionnaires semblables sinon identiques ; le déroulement des enquêtes coïncide souvent dans le temps. Cette façon de procéder offre un grand avantage en rendant comparables les renseignements ainsi recueillis. L'utilité de la recherche comparative n'est plus à démontrer et elle ressort de nombreux travaux tels que ceux de Almond et Verba (1963), des recherches sur le comportement politique actuellement en cours dans 11 pays⁴.

Depuis 1945, l'Europe occidentale est la région du monde qui a enregistré la plus forte densité des enquêtes par sondages⁵. Selon les

² Ce projet pourra être réalisé grâce à une bourse de recherche des Communautés européennes.

³ La thèse de David Handley est consacrée à l'analyse de l'opinion publique en rapport avec l'intégration européenne.

⁴ La coordination de ces recherches relève du professeur Warren Miller, Université de Michigan (Ann Arbor).

⁵ Cf. Brouwer, Martin « The Production of Sample Surveys in Continental Europe », Stein Rokkan (ed.), *Data Archives for the Social Sciences*, Paris, The Hague: Mouton & Co., 1966, pp. 14-82.

¹ « The role of survey data in regional integration research » rapport présenté à la Table Ronde sur l'intégration européenne, Rome, novembre 1969.

résultats, en 1963, d'une recherche patronnée par l'UNESCO et le Conseil international des sciences sociales, le nombre estimé de sondages en Europe occidentale a été de 3000, effectués par 78 instituts ou d'autres institutions. Pour la même période, 2000 sondages ont été enregistrés la plus forte densité des enquêtes par sondages⁵. Selon les cotés en Angleterre par 120 instituts⁶. Au total, 5000 sondages en Europe occidentale dus à 200 instituts environ et 3000 enquêtes faites aux Etats-Unis par 47 instituts⁷. Il est probable que ces nombres ont augmenté considérablement au cours des sept dernières années. Quant à l'intégration européenne, environ 400 sondages répondent à nos deux critères de sélection : sondages de masse et population adulte. Bien qu'il ne représente qu'une fraction de l'ensemble des enquêtes, ce phénomène a retenu une attention suffisante pour justifier des analyses secondaires.

2. Renseignements sur les sondages recensés

Dans les recensements entrepris par Abrams, Brouwer et Hastings, tous les instituts susceptibles d'entreprendre des enquêtes par sondages sont inclus. La liste comprend les instituts d'opinion publique, ceux de recherche de marketing, les stations de radio et de télévision, les universités, etc. En outre, il n'y a pas toujours de distinction entre les organismes qui ont commandé le travail et ceux qui l'effectuent sur le terrain, exécutants et opérateurs.

En principe, les commandes sont surtout le fait de groupes politiques, de la presse, d'instituts universitaires, d'agences gouvernementales, ainsi que de sociétés privées telles que Reader's Digest. Les opérateurs sont formés surtout d'instituts spécialisés : IFOP et SOFRES en France, Institut für Demoskopie et EMNID en Allemagne, Social Survey Ltd, National Opinion Polls et Harris en Grande-Bretagne ; des chaînes internationales telles Gallup (cinq instituts dans les six pays de la Communauté européenne), International Research Associates, Metra International, etc., qui interviennent surtout à l'occasion de sondages multinationaux ; plus rarement, ce sont des chercheurs en science politique ou en sociologie qui entreprennent certains sondages.

⁵ Cf. ABRAMS, Phillip «The Production of Survey Data in Britain», Stein Rokkan (ed.) *op. cit.* pp. 35-43.

⁷ Cf. HASTINGS, Phillip K. «Inventory of American Production of Survey Data in 1963 », Stein Rokkan (ed.) *op. cit.*, pp. 83-92.

Le nombre de sondages et la période couverte présentent à la fois des avantages et des inconvénients. Les avantages résultent notamment des méthodes éprouvées de ces instituts et de leur précision qui ne laisse qu'une marge d'erreur de 1,5 à 2 % ; les résultats de leurs sondages répondent, en général, aux exigences de fidélité et de validité. En outre, il est possible de contrôler les modifications qu'ils introduisent dans leurs techniques d'échantillonnage. Enfin, les résultats d'une même chaîne, obtenus dans plusieurs pays, sont comparables. Les inconvénients ne sont pas tous négligeables. L'analyste n'ayant pas été à l'origine de l'élaboration du questionnaire, ses hypothèses ne correspondent pas toujours à celles qui ont été à la base des sondages qu'il se propose d'étudier. Il s'ensuit un problème de compatibilité. La plupart des sondages répondent à des besoins de nature descriptive alors que le but de l'analyste est principalement explicatif. Dans quelle mesure les données descriptives peuvent-elles servir à tester les propositions explicatives ?

Le problème de l'utilisation des données n'a pas encore trouvé de solution générale. Celles-ci sont souvent disponibles grâce aux archives créées à cet effet, ou auprès des instituts existants. Tous les instituts n'ont cependant pas la même politique quant à la mise à la disposition des chercheurs de ces données qui demeurent parfois inaccessibles. Quant aux archives ou banques, la plus grande quantité de données sur l'intégration européenne est stockée par le *Roper Institute* (Williams College, Williamstown, Mass.). Normalement, toutes les chaînes importantes y déposent les résultats de leurs enquêtes. Signalons également le *Yale Political Data Library* (Yale University) et le *Inter-University Consortium for Political Research* (Michigan University, Ann Arbor). En Europe, deux instituts ont recueilli des données appréciables : l'*Institut für Empirische Sozialforschung* (Université de Cologne) et le *Steinmetz Institute* (Amsterdam).

3. Enquêtes multinationales

Pour la période 1948-1970, 23 sondages ont été recensés. Le United States Information Agency se situe au premier rang avec 8 sondages (Merritt & Puchala, 1968). Ces 8 sondages sont d'un intérêt particulier en raison de l'homogénéité des questions et des méthodes qui garantissent un degré élevé de comparabilité des séries temporelles de résultats.

D'autre part, 5 sondages qui ont été effectués pour le compte du Mouvement européen (1948), des Communautés européennes (1962), du Reader's Digest (1963 et 1970) et de *Paris-Match* (1970) portent exclusivement sur les problèmes d'intégration européenne et en donnent une vue plus complète. Sans offrir la même homogénéité, ils observent une certaine continuité comme le témoignent les deux sondages patronnés par le Reader's Digest ou ceux des Communautés et de *Paris-Match* ayant la même source d'inspiration (J.-R. Rabier). L'enquête communautaire traite le plus en profondeur les questions politico-sociales de l'intégration. Celles du Reader's Digest se concentrent sur les goûts des consommateurs et les stéréotypes nationaux permettant par surcroît une comparaison entre 1963 et 1970.

TABLEAU I. — ENQUÊTES MULTINATIONALES EFFECTUÉES DEPUIS 1945

N°	Date	Pour le compte de	Exécutant	Pays couverts	Remarques
1	Printemps 1948	Time Magazine	Roper et Inst. Eric Stern	1. Etats-Unis 2. Grande-Bretagne 3. Suisse 4. France ✓ 5. Italie 6. Suède 7. Allemagne occ. ✓ 8. Canada 9. Brésil 10. Mexique	Publié par Time-Life sous le titre «Where Freedom Stands?»; contient des questions sur l'union de l'Europe occidentale.
2	Printemps 1950	Mouvement européen	Institut de recherche de l'opinion publique. Eric Stern	1. Belgique 2. Danemark 3. France 4. Grande-Bretagne 5. Italie 6. Luxembourg 7. Pays-Bas 8. Suède 9. Norvège 10. Suisse 11. Autriche 12. Allemagne oc.	Publié sous forme ronéotypée. Traite des problèmes de l'unification européenne.

N°	Date	Pour le compte de	Exécutant	Pays couverts	Remarques
3	Sept. 1952	USIA *	sans indication	1. France 2. Italie 3. Allemagne occ. 4. Grande-Bretagne	Publié par Merritt et Puchala (1968). Donne les résultats pour ces quatre pays. Seuls les sondages contenant les questions sur l'intégration sont indiqués ici.
4	Octobre 1954	USIA	sans indication	1. France 2. Italie 3. Allemagne occ. 4. Grande-Bretagne	Merritt et Puchala (1968)
5	Février 1955	USIA	sans indication	1. France 2. Italie 3. Allemagne occ. 4. Grande-Bretagne	Merritt et Puchala (1968)
6	Décembre 1955	USIA	sans indication	1. France 2. Italie 3. Allemagne occ. 4. Grande-Bretagne	Merritt et Puchala (1968)
7	Avril 1956	USIA	sans indication	1. Allemagne occ. 2. France 3. Grande-Bretagne 4. Italie	Merritt et Puchala (1968)
8	Nov. 1956	USIA	sans indication	1. Allemagne occ. 2. France 3. Grande-Bretagne 4. Italie	Merritt et Puchala (1968)
9	Printemps 1957	sans indication	International Research Associated (INRA)	1. Danemark 2. France 3. Belgique 4. Italie 5. Grande-Bretagne 6. Autriche 7. Pays-Bas 8. Norvège 9. Suisse	Deux questions sur les projets d'un Marché commun

* United States Information Agency

N°	Date	Pour le compte de	Exécutant	Pays couverts	Remarques
10	Mai 1957	USIA	sans indication	1. Allemagne occ. 2. France 3. Grande-Bretagne 4. Italie	Merritt et Puchala (1968)
11	Printemps 1962	Communauté européenne	Gallup international	1. Allemagne occ. 2. Belgique 3. France 4. Italie 5. Luxembourg 6. Pays-Bas	Publié dans plusieurs revues, notamment dans la revue <i>Sondages</i> , n° 1, 1963
12	Juin-juillet 1962	USIA	sans indication	1. Allemagne occ. 2. France 3. Grande-Bretagne 4. Italie	Merritt et Puchala (1968)
13	Août 1962	Th. Martens & Cie	Infratest, Munich	1. Danemark 2. Allemagne occ. 3. Grande-Bretagne 4. France 5. Pays-Bas 6. Norvège 7. Suède 8. Espagne	Résultats très difficiles à obtenir du commanditaire. Sujet de l'enquête est l'intégration européenne.
14	Février 1963	Reacher's Digest	Metra international	1. Allemagne occ. 2. Belgique 3. France 4. Grande-Bretagne 5. Luxembourg 6. Italie	Enquête sur le marché européen, mais qui contient des appréciations socio-politiques.
15	Février 1963	USIA	sans indication	1. Allemagne occ. 2. France 3. Grande-Bretagne 4. Italie	Merritt et Puchala (1968)
16	Avril 1965	Office franco-allemand pour la jeunesse	IFOP/EMNID (Chaîne Gallup)	1. Allemagne occ. 2. France	Rapport ronéotypé. Opinion publique en France et en Allemagne sur l'unification européenne et la coopération franco-allemande.

N°	Date	Pour le compte de	Exécutant	Pays couverts	Remarques
17	Octobre 1965	Office franco-allemand pour la jeunesse	IFOP/EMNID (Chaîne Gallup)	1. Allemagne occ. 2. France	Rapport ronéotypé.
18	Mai 1965	Office franco-allemand pour la jeunesse	IFOP/EMNID (Chaîne Gallup)	1. Allemagne occ. 2. France	Rapport ronéotypé.
19	Sept.-oct. 1966		Chaîne Gallup	1. Belgique 2. France 3. Allemagne occ. 4. Italie 5. Pays-Bas	Indication non confirmée
20	Octobre 1966	Office franco-allemand pour la jeunesse	IFOP/EMNID (Chaîne Gallup)	1. Allemagne occ. 2. France	Rapport ronéoté.
21	Sept.-oct. 1967	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale	IFOP/Gallup international	1. Allemagne occ. 2. Italie 3. France 4. Pays-Bas 5. Belgique 6. Grande-Bretagne 7. Suisse 8. Danemark 9. Suède	Résultats publiés dans la revue « 2000 ». Questions relatives au degré de satisfaction actuelle des Européens et à l'anticipation sur l'intégration.
22	Octobre 1967	Office franco-allemand pour la jeunesse	IFOP/EMNID (Chaîne Gallup)	1. Allemagne occ. 2. France	Rapport ronéotypé.
23	Mars 1970	Paris-Match Z.D.F. (D) EPOCA De Telegraf Het Laaste Nipuevs Daily Express	IFOP/Institut für Demoskopie/ DOXA/ Veldkamp/ INRA/ Louis Harris	1. France 2. Allemagne occ. 3. Italie 4. Pays-Bas 5. Belgique 6. Grande-Bretagne	Cinq questions dont les résultats furent reproduits dans les revues et journaux des commanditaires.

(En cours pendant le premier semestre de 1970 : un sondage de Reader's Digest et un sondage de la CEE).

Plusieurs catégories des questions qui figurent dans ces sondages concernent les chercheurs en science politique. En voici quelques aspects :

1. Le *niveau d'information* des Européens relatif à l'intégration a fait l'objet de nombreux sondages (dimension cognitive).
2. Ces enquêtes permettent de dégager le *caractère saillant* des problèmes européens par rapport à d'autres problèmes tant nationaux qu'internationaux.
3. Les questions portant sur les *attitudes* à l'égard de l'*idée générale* d'une Europe unie (favorables ou non).
4. Plusieurs de ces questions portent sur les institutions et visent à sonder les attitudes que pourrait susciter le transfert des pouvoirs politiques et économiques du plan européen (parlement, président européen dans l'enquête de *Paris-Match*).
5. Il existe des questions sur les images, préjugés et attitudes des ressortissants d'un pays envers d'autres. Les séries temporelles disponibles offrent des informations précieuses sur l'*évolution structurelle* de ces représentations et attitudes. Le problème allemand y occupe une place en vue.

4. Enquêtes nationales

La plupart des enquêtes ont été effectuées dans les pays européens pris séparément. Plusieurs instituts de sondage ont posé des questions sur l'intégration d'une manière régulière depuis 1950. Nous présentons ici à titre d'exemple un aperçu des enquêtes faites en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Ce sont en effet les pays qui ont une tradition dans ce domaine d'avant la seconde guerre. D'autres pays, et en particulier les petits pays, ont des appareils de sondages bien moins développés.

a) France

En 1968, on compte 25 sociétés faisant partie de l'Essomar (European Society for Opinion and Marketing Research) qui entreprennent des sondages. Cependant, on peut retenir trois principaux instituts qui

sont actifs dans le domaine socio-politique : IFOP (Institut français d'opinion publique), SOFRES (Société française d'enquêtes par sondage) et SSS (Service de sondage et de statistique). Presque tous les sondages repérés contenant des questions sur l'Europe sont l'œuvre de l'IFOP. Sur un total de 129 sondages, 113 pour l'IFOP contre 8 pour le SSS, 7 pour la SOFRES et 1 pour l'ADESPE.

L'Association pour le développement de la science politique européenne (ADESPE) a étudié le thème européen dans les élections présidentielles de 1965. En raison de la crise de la CEE à cette époque et la candidature « européenne » de M. Jean Lecanuet, l'Europe a figuré parmi les principaux thèmes de la campagne électorale. De ce fait, la plupart des sondages consacrés à ces élections contiennent des questions sur l'intégration européenne.

Ces enquêtes sont d'intensité différente, allant d'une ou deux questions posées dans les sondages omnibus jusqu'aux enquêtes très poussées contenant trente à quarante questions relatives à l'Europe. Le tableau II indique la fréquence des sondages sur l'Union européenne depuis 1945. Les sondages multinationaux — étant faits sur la base d'échantillons nationaux — y sont inclus.

b) Allemagne

Avec 35 instituts membres de l'Essomar, l'Allemagne fédérale vient en tête en Europe par le nombre de sondages et notamment ceux couvrant le domaine socio-politique. Quatre principaux instituts s'y distinguent par leur activité : Institut für Demoskopie (Allensbach), EMNID (Bielefeld), DIVO (Francfort), INFAS (Bonn-Bad Godesberg).

Les 173 sondages recensés se répartissent comme suit : 81 pour EMNID, 60 pour Institut für Demoskopie et 27 pour DIVO. Leur degré d'intensité est aussi variable qu'en France. En revanche, leur distribution par année est plus régulière en Allemagne, deux instituts au moins ayant posé fréquemment des questions sur l'Europe. Du fait de la différence dans leurs échantillons, l'analyse des séries temporelles pourrait s'avérer plus difficile. En contrepartie, le contrôle par comparaison est efficace lorsque les enquêtes sont effectuées par plus d'un institut.

c) Grande-Bretagne

Malgré une forte activité en matière de sondages socio-politiques, l'intégration n'est prise en considération que dans 11 enquêtes avant 1960 sur un total de 125. C'est à partir de la première candidature

britannique en 1961 que les questions sur l'intégration et le Marché commun sont fréquemment posées par deux instituts principaux, Social Surveys (Gallup) Ltd (79) et National Opinion Polls, Ltd (35). Ces questions font partie dans la plupart des cas de sondages omnibus, effectués le plus souvent pour le compte des journaux et notamment le *Daily Telegraph*.

Le tableau II indique le nombre de sondages sur l'intégration européenne dans chacun des trois pays selon les exécutants principaux.

d) *Problèmes et caractéristiques*

Ainsi que nous l'avons signalé, la comparaison des sondages soulève deux séries de problèmes : d'une part, la comparaison des sondages simultanés de deux ou plusieurs instituts, soit dans un pays soit d'un pays à l'autre ; d'autre part, la question relative à l'évolution des techniques d'échantillonnage dans le temps.

Une question posée pendant le même laps de temps par deux instituts à leurs échantillons respectifs, qui sont censés représenter la même population, donne-t-elle les mêmes résultats ? Sur la base d'une comparaison rapide des résultats de Gallup et de NORC aux Etats-Unis, Hadley Cantrill (1944) a donné une réponse positive et optimiste. Cependant, plus récemment, Goodharte et Bhansali (1969, pp. 14-16), se fondant sur la comparaison des résultats de Social Surveys (Gallup) et Nation Opinion Polls, ont été plus sceptiques et plus négatifs. Sur huit questions concernant les préférences politiques qui s'échelonnent sur huit ans — la comparabilité dans le temps étant acceptée par les auteurs — ceux-ci ont calculé les coefficients de corrélation variant entre 0,68 et 0,88. Ces corrélations sont insuffisantes pour supposer que dans tous les cas, ces échantillons représentent les mêmes populations.

Quant à la comparaison des sondages dans le temps, un travail systématique dû à Norwall D. Glenn vient de paraître dans *Public Opinion Quarterly* (n° 1, 1970, pp. 82-92). L'auteur y examine le problème de la comparaison des résultats de sondages effectués selon les deux techniques principales d'échantillonnage utilisées par Gallup aux Etats-Unis : la méthode des quotas et l'échantillon aréolaire. Il compare les caractéristiques socio-économiques des échantillons Gallup avec les mêmes caractéristiques des recensements officiels. Selon les conclusions de Glenn, les deux types d'échantillons peuvent être comparés dans le cadre d'une analyse dynamique (temps) à condition que l'on apporte quelques correctifs mineurs aux sondages fondés sur les échantillons

par quotas. Ces conclusions sont d'un grand intérêt par rapport aux sondages que nous passons en revue et qui sont le fait d'instituts qui ont suivi une évolution dans leurs techniques d'échantillonnage semblable à celle du Gallup aux Etats-Unis. Dans les années cinquante, ils ont, en effet, abandonné graduellement la méthode des quotas au profit de l'échantillon aréolaire. La validité et la comparabilité de ces résultats n'ont pas été testées, mais les pronostics s'annoncent favorables pour ce qui est de la comparaison dans le temps. En revanche, la comparaison des résultats obtenus par les différents instituts comporte plus d'incertitude dont il faut tenir compte lors des analyses « croisées ».

e) *Catégories de questions*

On observe au cours de la période de vingt-quatre ans une certaine régularité de quelques types de questions, que l'on peut classer en cinq catégories.

Les *questions d'information* relatives au degré de connaissance des problèmes européens, des institutions ou des hommes figurent dans presque tous les sondages. Elles servent souvent de filtre pour d'autres questions. Ce problème de filtre rend parfois difficile la comparaison des résultats dans le temps. Par exemple, face à deux questions identiques, dont l'une a été filtrée par une question d'information, la comparaison sur la base des pourcentages de réponses n'est justifiée en bonne méthode que si l'on recourt à l'élaboration d'un filtre artificiel pour la question posée sans l'indication préalable. Il résulte souvent de ce genre de technique une perte d'information. Néanmoins, les questions sur le degré d'information ou de connaissances sont une mesure très utile de la dimension cognitive en matière d'intégration. La relation entre cette catégorie et les autres (surtout celles indiquant le caractère saillant du phénomène) est nécessaire lorsque le chercheur veut déterminer notamment le processus de pénétration d'une idée dans la conscience publique.

Les questions permettant de déceler les *attitudes* et les *degrés de soutien* ont le plus fréquemment la forme suivante : « Pour ou contre une Europe unie » ou « les Etats-Unis d'Europe » ou encore une « Europe intégrée ». Les réponses à ces questions servent d'indicateurs du degré de popularité de l'effort européen. Elles s'échelonnent des questions générales (pour ou contre) jusqu'à celles spécifiques comprenant des précisions relatives aux types d'intégration ou à l'ampleur des

pouvoirs qu'un gouvernement européen pourrait posséder (p. ex. : « Dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre la formation d'un gouvernement européen qui aurait les pouvoirs de décision obligatoires en matière de politique étrangère (ou politique monétaire, etc.) ». Une autre variante de cette catégorie de questions ne spécifie pas le domaine des pouvoirs décisionnels, mais essaie de déterminer le degré d'acceptation de la perte par le gouvernement national d'une partie de ses pouvoirs de décision. L'évaluation des perspectives de l'union et de sa réalisation est contenue dans cette catégorie : « L'Europe unie se fera-t-elle, à votre avis, dans cinq, dix, quinze ou vingt ans ? »

Les attitudes et les degrés de soutien peuvent avoir pour objet les institutions européennes, c'est-à-dire les organisations qui ont la charge de réaliser l'union. Par exemple, institution des communautés européennes (Marché commun, CECA, Euratom, Communauté européenne), mais aussi d'autres organisations (Conseil de l'Europe, UEO, OTAN, etc.). Un fait est à noter : l'AELE n'a été l'objet que de quelques questions peu fréquentes dans les pays membres. En revanche, nous avons relevé un grand nombre de questions sur le Marché commun en Suisse, au Danemark, en Grande-Bretagne, la plupart en relation avec leur éventuelle adhésion ou une coopération plus étroite dans le cas de la Suisse. Ici aussi il existe une gamme allant de questions générales aux questions précises. Cette distinction permet d'évaluer le soutien apporté aux institutions. Nous y avons inclus les questions sur la candidature britannique, posées en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens, en particulier les Six. En revanche, les questions sur l'Europe unie avec la participation anglaise sont classées dans la deuxième catégorie.

Les perceptions et représentations que les uns ont à l'égard des autres, les changements des sentiments ou des stéréotypes sont un des aspects importants des modifications qui peuvent entraîner l'intégration ou qui, au contraire, sont motivées par elles. Celles-ci, en effet, peuvent produire des changements structurels, se répercuter notamment sur le comportement des décideurs comme dans l'exemple des relations franco-allemandes. Mais sur ce plan aussi, nombreuses sont les hypothèses qui restent à tester. Les sentiments d'hostilité et d'amitié ont été analysés par Merrit (1968, pp. 111-141). Une autre étude importante et celle de Buchanan et Cantrill (1953) qui, tout en ayant un cadre plus vaste, porte sur une période cruciale pour l'intégration. En général, les questions sur les perceptions figurent tantôt dans les études de relations inter-

TABEAU II: FRÉQUENCE DE SONDAGES PAR PAYS ET PAR EXÉCUTANTS PRINCIPAUX

Année	FRANCE					ALLEMAGNE					GRANDE BRETAGNE				
	ifop	sss	sofres	divers	Total	ifd	emnid	divo	divers	Total	gallup	nop	divers	Total	Total
1945		1			1										1
1946					3	1				1					4
1947	3	1			2	1	3		2	2			1	1	5
1948					3	6	2		1	2					2
1949	2	1			2	8	2			8			1	1	14
1950	2				2	5	2			10					10
1951	2				2	6	2			11					14
1952	4				6	5	2	1		7					11
1953	6				9	6	2	5		10			1	1	17
1954	9				6	3	2	4		10			2	2	21
1955	6				5	3	2	5		9			1	1	16
1956	6	1			5	3	2	5		6			2	2	16
1957	4				1	1	2	1		6					7
1958	1				1	3	2	1		6					7
1959	1				1	1	4	1		7				1	9
1960	1				1	1	1	2		3				17	24
1961	4				4	1	8	2		12	1	6		32	54
1962	10		1		10	2	7	2		13	20	11	1	8	29
1963	7				8	4	8		1	11	6	1	1	5	27
1964	11				11	2	9			11	12	2		14	41
1965	11		4	1	16	2	8		1	9	12	3		15	35
1966	10	1			11	3	11			14	9	7		17	41
1967	11	2			13	1				1	1			1	10
1968	4	1			8					1	3	4	1	8	13
1969	3				4					1					
Total	113	8	7	1	129	60	81	27	5	173	79	35	12	126	428

nationales, tantôt dans des travaux consacrés aux sentiments à l'égard d'autres peuples.

Le caractère saillant de l'intégration indique l'importance qui est accordée à l'intégration et permet, en association avec d'autres catégories (degré de soutien), d'évaluer l'appui populaire. Les questions sur ce sujet sont peut-être moins souvent posées qu'on ne l'eût cru. On les trouve notamment dans les enquêtes sur la politique générale : « Quel est le problème le plus important pour votre pays ? » Moins fréquentes sont les questions se référant directement à l'importance des problèmes européens ou de l'intégration.

Ces cinq catégories que nous proposons n'ont pour but que de servir de guide et de point de départ aux analyses des séries temporelles. Seuls les travaux plus approfondis qui n'en sont qu'à leurs débuts pourront donner lieu à des distinctions plus raffinées et plus précises.

5. Exemples de l'utilisation des données

Dans les trois exemples qui suivent nous avons voulu présenter quelques possibilités d'utilisation secondaire des sondages d'opinion. Seuls y figurent les résultats présentés dans les rapports, publiés ou non, le travail étant effectué uniquement en pourcentages. La recherche en cours sera fondée sur l'analyse des cartes perforées, permettant des corrélations ainsi que l'utilisation d'autres techniques plus raffinées.

Dans cet aperçu des tendances pour la période 1945-1969, nous avons utilisé un indice qui réunit à la fois les réponses pour et les réponses contre. Suggéré par Merritt (1968, pp. 115-119), il permet d'éviter le problème de l'interprétation parallèle des réponses pour et contre. Il est construit en divisant la différence entre le pourcentage des réponses pour et le pourcentage des réponses contre par le total des réponses pour et contre (indice FA : « For » et « Against »).

$$FA = \frac{P - C}{P + C}$$

où P = pourcentage de réponses pour ;

où C = pourcentage de réponses contre.

L'indice varie entre moins un et plus un. Et lorsqu'il y a un changement dans la relation entre les pour et les contre, se dessine un mouvement vers zéro ou vers une des limites. Lorsque les résultats des calculs sont mis en forme de graphique, cela signifie un changement dans la pente de la courbe.

Les deux graphiques qui suivent indiquent les indices sur le soutien général pour la France et pour l'Allemagne et sur les attitudes des Britanniques face à l'adhésion. Dans le premier graphique, la période 1948-1968 a été couverte tandis que seules les années 1961-1968 ont été examinées pour la Grande-Bretagne. Dans les trois cas, les tendances dans le temps ont été calculées par la méthode des moindres carrés.

Pour la Grande-Bretagne, quatre tendances ont été calculées à cause du mouvement cyclique pendant la période. Nous avons eu recours au *Journal of Common Market Studies* (1964 et 1967) et au travail de Hugh Russell (1968) qui reproduisent les données de Social Surveys (Gallup). Dans le cas de la Grande-Bretagne, les observations sont pratiquement mensuelles. On peut donc accepter la continuité de la série beaucoup plus facilement que dans le cas de la France et de l'Allemagne.

Le graphique n° 1 a été élaboré à partir des données trouvées dans le recueil de Jacqueline Bissery (1968, p. 43) et chez Merritt et Puchala (1968, pp. 283-284). La question posée était « Etes-vous pour ou contre les efforts d'unification de l'Europe occidentale (catégorie 2) »⁹. Dans la période envisagée il y a eu onze observations pour la France et huit pour l'Allemagne. Il est certes impossible de tirer des conclusions quant aux fluctuations (sauf peut-être pour la période 1954-1955) ; mais il est intéressant d'examiner la tendance générale de ces deux pays pendant cette période de formation des Communautés européennes. Nous avons effectué l'ajustement d'une droite par la méthode des moindres carrés pour les deux pays afin d'avoir une idée du mouvement général de soutien. Dans les deux cas, nous enregistrons un niveau de soutien favorable aux efforts d'union. En fait, pas une seule fois les « contre » n'ont dépassé cinquante pour cent des « pour » exprimés (un quart de l'ensemble des opinions). Cependant, l'Allemagne fédérale semble être plus favorable à l'idée européenne en accusant une moyenne de 12 % plus élevée qu'en France. La tendance pour les deux pays est approximativement la même, celle en France étant légèrement plus accentuée. coefficient de corrélation significatif, l'observation des fluctuations sur le graphique donne l'impression que les mouvements d'opinion dans les deux pays sont semblables. Ceci laisse supposer que les deux populations ont été sensibilisées par les mêmes événements ou la même situation. Bien que le nombre d'observations soient trop restreint pour calculer un

⁹ Pour l'Allemagne fédérale, la moitié des observations comprenait la question suivante : « Etes-vous pour ou contre des efforts d'unification de l'Europe occidentale (y compris la Grande-Bretagne) ? ». Les graphiques se trouvent aux pp. 138-139.

tion générale. Il est intéressant de noter des mouvements parallèles au moment de la crise de la CED (sondages de septembre 1954).

Dans le graphique sur la Grande-Bretagne, la série temporelle a été assemblée avec les questions posées par Social Surveys (Gallup) Ltd. dès 1960 sur la candidature britannique à la CEE. Pendant cette période, on a posé quatre questions légèrement différentes sur le pour et le contre de l'entrée au Marché commun¹⁰. A travers les soixante-cinq observations, la question n° 1 — la période entre le premier veto et la deuxième candidature — et la question n° 2 furent le plus fréquemment posées. L'observation du graphique indique que l'emploi de ces questions ne semble pas avoir eu un grand effet sur les prises de position. La dispersion des points autour de droites ajustées est, au contraire, remarquablement compacte¹¹.

En général, la distribution de l'indice FA dans le temps est très cyclique. Si l'on se réfère aux événements indiqués sur le graphique, on voit que les mouvements vers la prédominance des « contre » se situent aux périodes de décision concrète pour l'entrée de la Grande-Bretagne. Cela tend à confirmer l'hypothèse que l'opinion générale « pour » est assez floue et imprécise quand il n'est pas question de poser la candidature. Lorsqu'il y a une possibilité d'entrée plus ou moins immédiate, la tendance est nettement un mouvement vers le retrait du soutien public.

En plus de cette direction que semble prendre l'opinion britannique, il se produit en 1966 un événement d'ordre interne qui apparaît comme ayant une très grande influence : les mesures d'austérité.

Dans l'année qui suit le premier veto français, et après une période de découragement évidente, une remontée très rapide du soutien pour un nouvel essai d'entrée au Marché commun se manifeste. Cela coïncide avec le retour des travaillistes au pouvoir en 1964 et les élections générales de 1966 qui confirment la position et la popularité du gouvernement Wilson. C'est au moment des mesures d'austérité que nous voyons un renversement très net de cette tendance accompagnée d'une chute

¹⁰ 1. If the British Government were to decide that Britain's interests would best be served by joining the European Common Market would you approve or disapprove? 2. Do you approve or disapprove of the Government applying for membership in the Common Market? 3. If an opportunity occurs for Britain to apply to join the Common Market, would you like to see us try or drop the idea all together? 4. On the facts as you know them at present are you for or against Britain joining the Common Market?

¹¹ Voir une brève discussion du problème avec d'autres dans DEUTSCH et MERRITT (1965), pp. 174-179.

abrupte du soutien. La décision de faire la deuxième demande d'adhésion vient effectivement après que la baisse ait commencé. Les voyages de MM. Wilson et Brown et les discussions au Parlement se situent vers le commencement de cette chute. En août 1967, les contre ont été les plus forts, trois mois avant le veto du général de Gaulle. Le bas niveau du soutien qui suit ce veto peut, comme dans le cas du premier veto, probablement être assimilé à une période de désillusion.

CONCLUSION

Cet aperçu du travail entrepris depuis 1945 sur les attitudes et les opinions à l'égard de l'intégration européenne nous fournit une indication sur la disponibilité des données pour le chercheur intéressé par les possibilités d'effectuer des analyses secondaires. Il ne s'agit ici que d'un rapport intermédiaire sur un projet de recherche visant à répertorier toutes les enquêtes dans ce domaine. Si l'on prend en considération les pays autres que les trois indiqués dans le tableau II et si l'on inclut aussi les sondages portant sur des échantillons de jeunes, de dirigeants, etc., il est probable qu'environ sept cents sondages portent sur les questions européennes.

Bien que toutes ces enquêtes ne soient pas strictement comparables entre elles, il y a là une importante quantité d'informations sur des variables d'un intérêt particulier pour les chercheurs, informations qui n'ont pas encore été suffisamment exploitées. Les récents développements dans la théorie de l'intégration nous fournissent une assez grande quantité de propositions et d'hypothèses pouvant être testées en utilisant ces données d'opinions sur les efforts d'intégration. On peut citer, à titre d'exemple, le développement de nouvelles « loyautés »¹² envers une Europe unie et l'influence de l'opinion publique sur les processus de décision. Les deux séries temporelles tirées du groupe de sondage peuvent déjà fournir un minimum d'informations sur ces deux exemples d'hypothèses.

Dans la première série (graphique n° 1), on voit un soutien pour une Europe unifiée assez élevé chez les Français et les Allemands. Cependant, les taux de croissance, assez faibles et constants, laissent supposer que, jusqu'à maintenant, de nouvelles « loyautés » sont assez

¹² Le terme « loyauté » est utilisé ici pour désigner les liens affectifs des individus envers l'Etat dans lequel ils vivent (cf. HAAS, *Beyond the Nation State*, 1964).

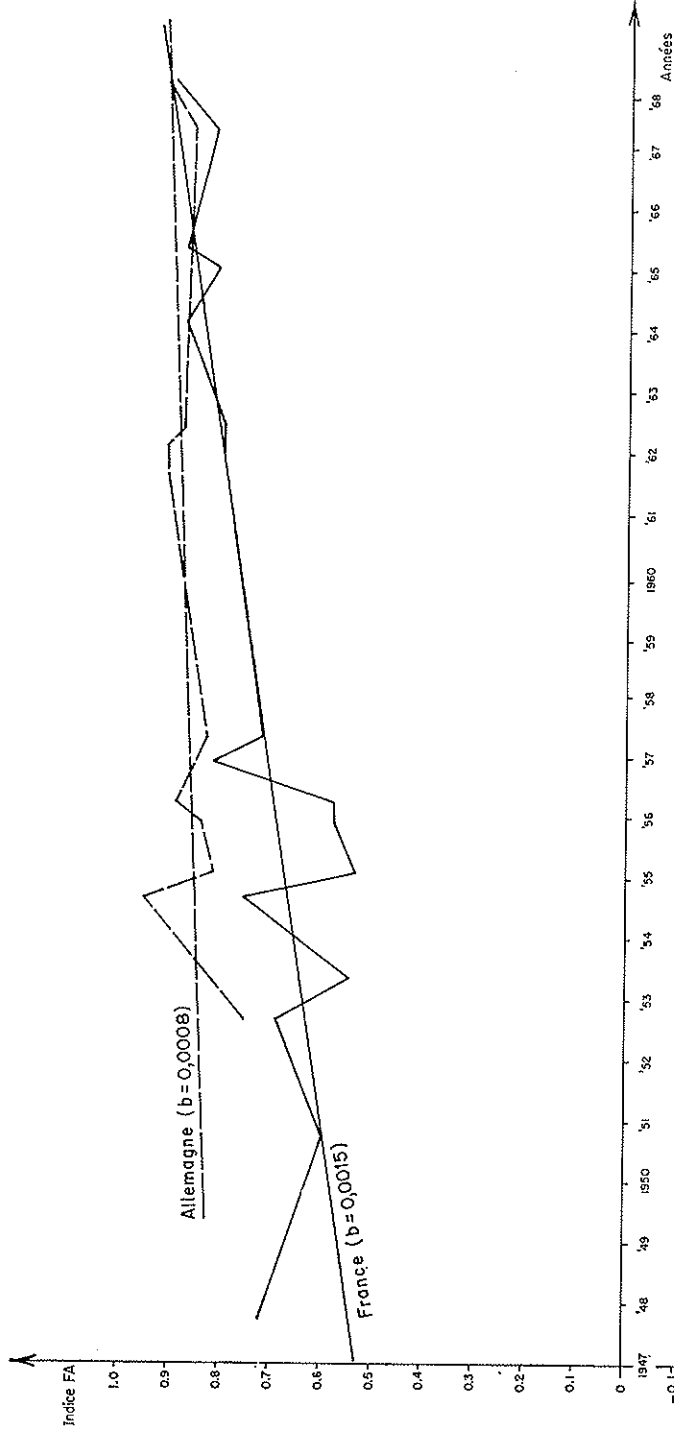
lentes à se développer. Dans la deuxième série relative à l'opinion britannique sur l'entrée dans le Marché commun (graphique n° 2), les mouvements cycliques indiquent d'abord une situation où l'opinion a tendance à suivre les décisions plutôt que de les devancer. Ensuite, le *feed-back* vers le centre décisionnel semble être positif, mais dans le sens contraire à la décision prise. Une analyse plus développée dans cette direction pourrait aider à mieux expliquer les variations de la politique britannique envers le Marché commun.

Le grand nombre d'enquêtes contenant des questions sur l'intégration européenne devrait entraîner une avance plus rapide dans la connaissance de ce phénomène. Elles ne doivent pas être reléguées aux archives. Les travaux de Deutsch, d'Inglehart, de Merritt, de Puchala, ainsi que d'autres, devraient servir d'exemple pour l'utilisation des analyses secondaires dans ce domaine.

RÉFÉRENCES *

- ALMOND G. A. & S. VERBA (1963)
The Civic Culture, Princeton- Princeton Univ. Press.
- « British Attitudes to the EEC, 1960-1963 »
Journal of Common Market Studies, Sept. 1966.
- BUCHANAN, W. & H. CANTRIL (1953)
How Nations See Each Other, Urbana: Univ. of Illinois Press.
- CANTRIL, H. (1945)
 « Do Different Polls Get the Same Results? »
Public Opinion Quarterly, March, 1945.
- EMNID Information, Nos. 7 and 8, 1967
- FREE, L. A. (1969)
International Attitudes of Western Europeans
 Princeton: Institute for International Social Research (miméo).
- GOODHART, C. A. E. & R. J. BHANSALI (1969)
Political Economy (M/S mimeo)
- GIRARD, A. (1958)
 « L'Opinion publique et l'Union de l'Europe », dans
Quelle Europe?, Paris, Fayard.
- Jahrbuch der Öffentlichen Meinung, 1965-1967*
 Allensbach: Institut für Demoskopie, 1967
- MERRITT, R. L. & D. J. PUCHALA (eds.) (1968)
Western European Perspectives on International Affairs
 N.Y.: Frederick A. Praeger
- « Public Opinion and the EEC »
Journal of Common Market Studies, March, 1968
- RUSSELL, H. (1969)
Public Opinion and Britain's Entry into the Common Market
 Genève: Institut universitaire d'Études européennes (ronéo).
- SIDJANSKY, Dusan (1970)
 « L'Angleterre se joindra-t-elle aux Six malgré l'opposition des Anglais? »
Le Monde diplomatique, avril 1970.

*Une bibliographie exhaustive des sondages sur l'intégration européenne sera publiée par le Département de science politique, Université de Genève, à une date ultérieure.

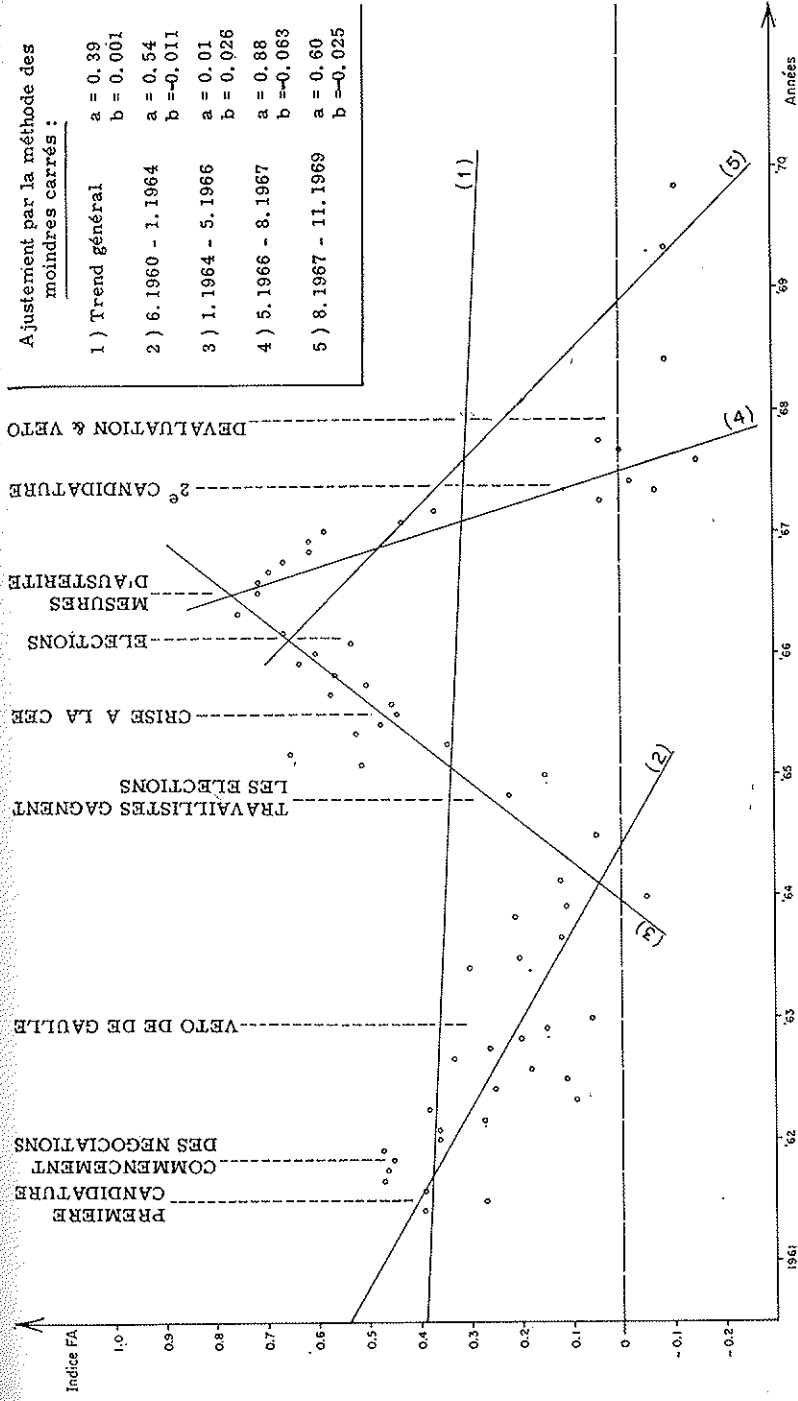


Sources :
Bissery (1948)
Merritt et Puchala (1968)
Institut für Demoskopie (1967)
Free (1969)

INDICE FA FRANCE (9.1947 - 4.1968)
REP. FED. D'ALLEMAGNE (9.1952 - 4.1968)
Question : "Pour ou contre l'Unification Européenne"

Ajustement par la méthode des moindres carrés :
France : $\hat{y} = 0.53 + 0.0015 x$
Allemagne : $\hat{y} = 0.81 + 0.0008 x$

GRAPHIQUE N° 1



INDICE FA : GRANDE BRETAGNE (6.1960 - 11.1969)
Question : "Pour ou contre l'entrée au Marché commun"

GRAPHIQUE N° 2

RECHERCHES SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

par Dusan Sidjanski

*Professeur à l'Université et à l'Institut universitaire
d'études européennes, Genève*

L'objet de cette note est d'esquisser un bilan et une comparaison entre les recherches sur l'intégration européenne telles qu'elles sont menées en Europe et aux Etats-Unis ¹. Un premier rapprochement de ces deux efforts permet d'en dégager les traits qu'elles ont en commun et qui les distinguent. D'un côté comme de l'autre, de nombreuses études ont été consacrées aux institutions et à leur fonctionnement. Les partis politiques et le comportement politique ont fait l'objet de travaux moins abondants. Dans leur grande majorité, les chercheurs européens s'en tiennent à l'approche classique ne recourant que rarement à des méthodes plus élaborées telles que les interviews, les sondages d'opinion. Les études sur les groupes de pression restent rares, sauf exception, bien que le balancement penche du côté européen. Quant aux autres approches (dirigeants, attitudes, processus de décision) largement appliquées par les chercheurs américains, elles commencent à capter de plus en plus l'attention des chercheurs européens; dans ces secteurs relativement nouveaux les analyses ont dû se fonder dès le début sur des méthodes avancées.

Cependant, malgré les efforts entrepris par divers chercheurs européens, un certain décalage demeure entre les études accomplies par ceux-ci et les travaux des chercheurs américains, notamment dans divers secteurs de pointe des sciences sociales et de la science politique. En particulier, les chercheurs américains ont fortement développé l'utilisation des méthodes quantitatives. Est-ce à dire que nous devons nous

¹ Le bilan provisoire que contient cette note à titre indicatif, a été dressé sur la base des données de l'Institut de la Communauté européenne pour les études universitaires, les Nouvelles universitaires, ainsi que d'après les travaux du groupe « intégration européenne ». Nous avons consulté aussi les bibliographies de l'Institut atlantique, de la *Revue française de science politique* et de l'*American Political Science Review*.

lancer tête baissée dans cette direction ? Certes, non. Mais il est impossible de vouloir ignorer ces nouvelles orientations et méthodes sous prétexte qu'elles ne fournissent pas une explication globale.

En effet, il est pour le moins surprenant de constater que les spécialistes américains, dont la plupart ne bénéficient pas d'une vaste connaissance des problèmes européens, soient néanmoins en mesure de les maîtriser et de les analyser avec autant de succès. Celui-ci est tributaire en bonne partie de leurs méthodes et de leurs techniques plus sûres et plus variées. Certes, ils disposent de moyens bien plus considérables que ceux auxquels peuvent compter leurs homologues européens. Ce manque de sur moyens contribue au développement de la science politique classique qui se contente plus aisément des méthodes artisanales. Si le manque de moyens est certainement un handicap, il ne constitue pas le seul facteur d'explication. Il semble évident que l'Europe accuse, dans le domaine des sciences sociales un retard par rapport aux Etats-Unis qui est dû entre autres à la formation que reçoivent ses chercheurs et étudiants, et en particulier aux cloisonnements qui subsistent entre diverses branches des sciences sociales. Un rapide aperçu des sujets de thèses de doctorat et de récentes publications semble confirmer cette impression.

Les nouvelles tendances et les méthodes avancées — résultat d'un intense effort de recherche — se développent rapidement aux Etats-Unis. A la suite des travaux de pionnier de Haas, Deutsch et d'autres ², divers chercheurs ou équipes de chercheurs (telle que l'équipe de Deutsch) ³ ouvrent des nouvelles voies. Outre les méthodes et bons travaux qui s'inscrivent dans la lignée traditionnelle, des efforts originaux s'orientent essentiellement dans trois directions: 1) mesures des échanges et utilisation de certains indicateurs d'intégration fondés sur le concept des communications et des interactions qui croissent proportionnellement à l'augmenta-

² HAAS, E., *The Uniting of Europe*, London, Stevens, 1958, et *Beyond the Nation-State*, Stanford, Calif., Stanford, Univ. Press, 1964; DEUTSCH, K. W., et al., *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1957; *Nationalism and Social Communication: An Inquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge, MIT Press, 2nd ed., 1966; *The Nerves of Government, Models of Political Communication and Control*, New York, The Free Press, 1963.

³ DEUTSCH, K. W., *Arms Control and the Atlantic Alliance, Europe Faces Coming Policy Decisions*, New York, J. Wiley, 1967; DEUTSCH, K. W., et al., *France, Germany and the Western Alliance, A Study of Elite Attitudes on European Integration and World Politics*, New York, Ch. Scribners' Sons, 1967; DEUTSCH, K. W., « Contrôle des armements et efforts d'intégration dans le complexe de la politique européenne » (traduit de l'allemand) Bruxelles, Service de Presse et d'Information des Communautés Européennes, 1967.

tion du degré d'intégration (Deutsch, Merritt, Puchala, Aker)⁴; 2) analyse des attitudes à divers niveaux: sondages, attitudes de dirigeants, attitudes des jeunes, évolution à long terme (ex. Lerner, Merritt, Inglehart, Kerr — thèse —, etc.⁵; 3) efforts tendant à élaborer une conception générale de l'intégration en utilisant une large gamme d'indicateurs insérés dans un système ou cadre théorique (Haas, Lindberg, Nye)⁶.

Ainsi, si un certain équilibre, voire un avantage, apparaît dans le domaine des travaux classiques de science politique, le décalage persiste, s'il ne tend pas à s'accroître dans l'application de méthodes quantitatives ou dans l'utilisation des techniques plus affinées. Les chercheurs européens ne peuvent pas rester à l'écart de ce développement quelle que soit en définitive sa portée.

I. Indications sur l'état des travaux.

1. *Approche historique.* Malgré le nombre de travaux, cette approche demeure dans la ligne traditionnelle (E. Bonnefous, A. Albonetti, O. Philip, A. Zurcher, H. Brugmans)⁷. Dans la plupart des cas, les apports de diverses disciplines des sciences sociales ne sont pas mis à profit. Or, c'est précisément dans le domaine de l'histoire « immédiate » que les méthodes récentes peuvent être appliquées et les données fournies par d'autres branches utilisées. Bien que couvrant généralement la période de l'intégration à partir de 1945, ces études ne recourent qu'exceptionnellement aux données économiques encore réalisables. Elles sont le plus souvent limitées à tel ou tel autre aspect de l'intégration; il leur manque en particulier une perspective comparative ou internationale. On peut se

⁴ MERRITT, R. L. et PUCHALA, D. J. (eds.), *Western European Perspectives on International Affairs, Public Opinion Studies and Evaluations*, New York, Praeger, 1968.

⁵ INGLEHART, R., « La fin de l'intégration européenne? », Bruxelles, Service de Presse, 1967 (traduit de l'anglais); LERNER, D. et GORDEN, M., *European Community and Atlantic Security in the World Arena*, rapport ronéo., MIT Center for International Studies (livre de Lerner et Gordon à paraître sur le même sujet); LERNER, D. et GORDEN, M., *Chancing Perspectives of the European Elites*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1969; INGLEHART, R., *Political Mobilization and European Identity*, ronéo., et *The Nation*, « Europe », and *Global Organization: The Structure of European Students' Orientations*, en préparation.

⁶ NYE, J. Jr., *Comparing Integrative Processes: A Suggestion for Revision of the Haas-Schmitter Paradigm*, 1968, ronéo. (à paraître in *International Organization*); HAAS et LINDBERG, préparent deux articles sur ces aspects.

⁷ PHILIP, O., *Le problème de l'Union Européenne*, Neuchâtel, La Baconnière, 1950; BONNEFOUS, E., *L'idée européenne et sa réalisation*, Paris, Ed. du Grand Siècle, 1950; BRUGMANS, H., *L'idée européenne, 1918-1965*, Bruges, De Tempel, 1965; ALBONETTI A., *Préhistoire des Etats-Unis de l'Europe*, Paris, Sirey, 1963.

demander si cette tâche qui dépasse les capacités d'un chercheur — quelle que soit sa personnalité — ne devrait pas être confiée à un groupe de savants européens qui serait en mesure d'assurer la coopération d'instituts et de chercheurs appartenant aux divers pays (ex. équipe Duroselle qui étudie le rôle de Jean Monnet).

2. *Approche institutionnelle.* Sous l'angle traditionnel, de nombreux ouvrages et travaux ont été faits ou sont en cours (P. Reuter, N. Catalano, R. Pinto)⁸. Sauf exceptions, ces études sont largement tributaires de l'optique juridique. La règle et sa mise en application préoccupent davantage les auteurs que les acteurs réels. Il n'en reste pas moins que de plus en plus fréquemment les divers auteurs s'inspirent de l'approche fonctionnaliste que Ernst B. Haas et, à la suite, Lindberg et d'autres ont appliquée au domaine de l'intégration. Néanmoins, la majorité de ces travaux portent l'empreinte des institutions et des Etats membres, négligeant souvent le rôle des autres forces politiques (partis, organisations professionnelles, dirigeants). Une exception mérite d'être soulignée: la thèse de N. Braun⁹ qui porte sur les dirigeants communautaires et nationaux impliqués dans ce processus. Une étude similaire sur l'administration communautaire serait du plus haut intérêt (composition, caractéristiques, fusion et ses problèmes). Ces observations générales s'appliquent aussi aux études monographiques consacrées à telle ou telle institution ou à leurs relations. Certains travaux sur le Conseil (Houben), le Parlement européen (M. Forsyth), le CES (G. Zellentin)¹⁰ s'inscrivent dans l'optique de science politique. Il est regrettable que de tels travaux de science politique sur les institutions européennes constituent encore des exceptions.

A titre d'exemple, la Cour pourrait être analysée sous l'angle du processus politique (composition, liens, influences ou apport à la construction européenne) (voir prospectus sur la Cour). Par ailleurs, il serait opportun de susciter l'application simultanée des méthodes avancées de science politique à l'étude des institutions, méthodes qui complètent

⁸ REUTER, P., *Les Organisations européennes*, Paris, PUF, 1965; CATALANO, N., *Manuel du Droit des Communautés européennes*, Paris, Dalloz & Sirey, 1964; PINTO, R., *Les Organisations européennes*, Paris, Payot, 1963.

⁹ BRAUN, N., *La fonction supranationale*, thèse de doctorat, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1967, ronéo.

¹⁰ HOUEN, P. H., *Les conseils de ministres des Communautés européennes*, Leyde, Sythoff, 1964; FORSYTH, M., *The Parliament of the European Communities*, London, PEP, 1964; ZELLENTIN, G., *Der Wirtschafts- und Sozialausschuss der EWG und Euratom, Interessenrepräsentation auf übernationaler Ebene*, Leyde, Sythoff, 1962.

heureusement les approches classiques telles que l'analyse quantitative, l'analyse de contenu ou les interviews systématiques.

3. *Approche des groupes.* Des travaux de plus en plus nombreux commencent à couvrir ce secteur.

a) *Partis politiques* aux plans national et européen. Thèses et études se multiplient (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Angleterre)¹¹. D'après les renseignements disponibles, la plupart de ces études sont entreprises dans l'optique traditionnelle et n'utilisent pas les méthodes avancées qui ont fait leurs preuves (cfr. S. J. Eldersveld, *Political Parties*, Chicago, Rand Mc Nally & Co, 1965). Un ou deux séminaires réunissant les principaux chercheurs qui se consacrent à ce secteur avec deux ou trois spécialistes du comportement politique et d'analyse d'attitudes permettraient de rattraper rapidement le retard. Il en va de même des études sur les groupes politiques au Parlement européen qui, dans leur ensemble, ne sont plus à jour ni quant à la période qu'elles couvrent ni quant aux méthodes qu'elles utilisent.

b) *Groupes de pression.* Le nombre des travaux s'accroît. Pour donner un cadre général qui puisse faciliter les recherches sectorielles et monographiques, nous avons mené à bien en collaboration avec le professeur Jean Meynaud une série de recherches sur les groupes européens¹². Les monographies sont de plus en plus fréquentes. En gros, les chercheurs appliquent l'approche descriptive des groupes et de leur action mais ne

¹¹ *Partis politiques et intégration européenne*, Genève, AIEE, 1969. Mentionnons aussi quelques thèses de doctorat en cours; ALEXANDRE, M. F., *Le parti communiste français et le Marché Commun*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques; MENUDIER, H., *Le CDU face à la politique européenne*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Po.; PATERSON, W. E., *SPD et CEE*, London, London School of Economics and Political Science; PERCY, N. L., *The Labour Party and the Common Market*, London, London School of Economics and Political Science. Signalons pour terminer quelques travaux en cours: Fondation Nationale des Sciences Politiques, *Le thème européen dans les élections françaises*, Paris; GORDON, J. S., *Great Britain's political parties and the integration of Western Europe*, Clemson, Department of Political Science; LOEB, N., *Les Libéraux belges et l'intégration européenne*, Bruxelles, Centre National d'étude des problèmes de sociologie et d'économie européennes.

¹² MEYNAUD, J. et SIDJANSKI, D., « Les Groupes Européens. Esquisse d'un Schéma », dans *Science politique et intégration européenne*, Institut universitaire d'études européennes, Genève, 1965; MEYNAUD, J. et SIDJANSKI, D., *Strutture e compiti dei gruppi di promozione*, Milano, Ferio Edizioni, 1968; MEYNAUD, J. et SIDJANSKI, D., *L'Europe des affaires*, Paris, Payot, 1967; MEYNAUD, J. et SIDJANSKI, D., *Groupes de pression et Coopération européenne*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1968; MEYNAUD, J. et SIDJANSKI, D., *Les Groupes de pression dans la Communauté européenne*, Montréal, Université de Montréal, 2 tomes, ronéo, à paraître dans la collection de l'Institut d'études européennes, Bruxelles. NIELSEN, T., *Interesse organisationernes funktion i det Europaciske faelbekabssystem*, Aarhus (ouvrage en cours).

recourent qu'exceptionnellement aux méthodes les plus récentes. A titre d'exemple, nous avons entrepris en collaboration avec F. Lévêque, sur la base des travaux précédents et des compléments d'enquêtes, une analyse quantitative des organisations professionnelles dans la Communauté européenne. Dans ce domaine aussi, des séminaires de spécialistes suggérés ci-dessus seraient indispensables.

4. *Approche des dirigeants.* Cette approche n'est utilisée que fort rarement bien qu'elle présente un intérêt certain pour l'étude de l'intégration (Ex. N. Braun). Ce sont surtout les chercheurs américains qui ont essayé de l'appliquer aux dirigeants européens (Lerner, Deutsch, Inglehart, Kerr). Pour l'heure, il n'existe pas d'étude générale sur l'eurosphère. Sans viser un but aussi ambitieux au départ, il est possible d'entreprendre des recherches partielles à titre de compléments à d'autres travaux. C'est un domaine où le traitement des données disponibles par ordinateur pourrait offrir des résultats immédiats.

5. *Opinions et attitudes.* Sous cette rubrique, on trouve plusieurs types de recherches: a) *sondages d'opinion et leur analyse.* Des instituts spécialisés ont fait de nombreux travaux qui, cependant, en dehors de quelques enquêtes menées en commun (*Sondage*, 1963), se présentent en ordre dispersé qu'un Institut européen d'opinion publique (projet J.-R. Rabier) devrait permettre de coordonner. Néanmoins, des données riches souvent comparables sont disponibles, mais une grande partie d'elles est restée inutilisée. Dans sa thèse de doctorat, D. Handley se propose de faire une analyse d'ensemble afin d'essayer de dégager les tendances de l'opinion publique face à l'intégration européenne¹³. Des sondages approfondis ont été pratiqués dans des secteurs délimités par certains auteurs (Deutsch, Inglehart, Kerr, Lerner, groupe de Bruxelles). Sur ce plan, les chercheurs européens bien que rares ne sont pas distancés; parfois, lorsqu'ils opèrent à titre individuel, leurs techniques apparaissent comme plus artisanales. b) *Attitudes générales.* Plusieurs travaux sont en cours sur les attitudes des pays européens, de certains groupes (partis, organisations professionnelles, etc.). Mais la majorité des auteurs se limitent à l'emploi de techniques traditionnelles. Si personne ne met en doute l'utilité de telles recherches, d'aucuns se demandent si un complément d'analyse quantitative ne permettrait pas de les rendre plus riches et plus rigoureuses.

¹³ HANDLEY, D., *L'opinion publique européenne face aux efforts d'intégration*, Genève (thèse en cours); INGLEHART, R., « Survey data in the study of regional organization », Genève, 1970 (polycopié), à paraître dans *International Organization*.

c) *Symboles*. Peu ou pas de travaux européens (P. Duclos). L'exemple d'une recherche plus scientifique est fournie par la thèse de Merritt (E.U.), dont les derniers travaux portent sur des symboles européens (ouvrage à paraître en 1970)¹⁴. Sa contribution est demeurée isolée.

6. *Nationalisme, crises et problèmes*. a) *Nationalisme*. Dans cette catégorie entrent de très nombreux travaux de valeur inégale.¹⁵ Très rarement, les chercheurs européens recourent aux approches nouvelles pour compléter leurs travaux qui s'inspirent des méthodes classiques de l'histoire, de l'analyse littéraire ou de la réflexion philosophique. Or, dans ce domaine, l'application de diverses techniques déjà mentionnées et des données disponibles (statistiques économiques, démographiques, communications, symboles et comportement, etc.) fournirait des moyens de contrôle et des éclairages utiles. b) *Crises et problèmes*. Sauf exception, l'étude de crises ou de problèmes souffre des mêmes défauts.

7. *Approche quantitative*. Des travaux européens sont presque inexistants. Ce sont des chercheurs américains qui détiennent le quasi-monopole de ces méthodes (Deutsch, Alker, Puchala, Singer, Russett, etc.). Ici le décalage se transforme en fossé. Quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à certains de ces travaux parfois trop unilatéraux, les chercheurs européens ne peuvent plus se permettre le luxe de rester coupés de ce courant important, d'autant plus qu'une tendance similaire s'est largement développée en économie. A trop attendre, la science politique « européenne » court le risque de s'isoler de l'économie, voire d'autres secteurs, des sciences sociales. Le compartimentage et le déséquilibre dont souffrent ces sciences risquent donc de s'accroître. Pour respecter le souci d'harmonie, cette approche, comme bien d'autres méthodes avancées, pourrait être utilisée concurremment à des méthodes plus traditionnelles. Il s'agit d'éviter l'exclusivisme, de ne pas s'isoler et surtout de ne pas se priver de moyens efficaces de recherche et de contrôle. De la sorte, la conception de la politique en tant qu'interaction des forces diverses ou la résultante de celle-ci serait incluse dans un cadre conceptuel plus différencié et plus explicatif.

8. *Processus de décision*. Ce domaine attire de plus en plus les chercheurs européens et américains, comme en témoignent plusieurs

travaux et projets de thèses¹⁶. Cependant, des études de cas font défaut. Par ailleurs, certains travaux demeurent assez abstraits, parfois livresques ou marqués par le juridisme, d'autres fois trop ambitieux (modèles généraux non fondés sur l'étude de cas qui ne se justifient, dans ces conditions, qu'à titre de fil conducteur ou d'hypothèse de base). Il est surprenant de constater à quel point les chercheurs des deux côtés de l'Atlantique ont négligé d'appliquer des méthodes telles que l'analyse de contenu, sondages et même l'action des groupes, sans parler des modèles de négociations, de coalitions ou de conflits, à l'intégration.

9. *Théorie de l'intégration*. Ces déséquilibres et compartimentages que je viens d'évoquer ont incité quelques chercheurs américains, (Schmitter, Lindberg, Nye, Kerr, etc.) à reconsidérer les problèmes généraux du processus d'intégration, les modèles et indicateurs, bref d'un cadre conceptuel qui assure une certaine harmonie entre ces diverses conceptions, approches et recherches pragmatiques.

Dans un ouvrage récent, L. Lindberg s'est efforcé d'adopter le système de David Easton à l'expérience européenne¹⁷. En l'insérant dans ce cadre théorique, il cherche aussi à dégager des critères qui permettent d'en mesurer le degré (facteur institutionnel, autonomie, efficacité, décision et politique commune, etc.).

¹⁶ LINDBERG, L., *The Political Dynamics of European Economic Integration*, Stanford, Calif., Stanford Univ. Press, 1963; SIDJANSKI, D., « Aspects fédératifs de la Communauté européenne », *Res publica*, déc. 1964; SIDJANSKI, D., *Dimensions européennes de la science politique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1963; KAZANCIGIL, A., *L'association de la Turquie à la Communauté européenne*, thèse de doctorat, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1967. Signalons quelques thèses de doctorat en préparation: AYBERK, U., *Le mécanisme d'élaboration des décisions en matière de relations extérieures de la CEE*, Genève, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales; URIO, P., *Le processus de décision dans la CEE: le cas de la politique agricole commune*, Genève, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales; SESCO, A., *Institutional Aspects of Agricultural Policy formulation in the EEC*, Nottingham, Institute of Agricultural Economics; HARMONIAUX, T., *Les décisions des représentants permanents des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil de la CEE*, Paris, Faculté de Droit et des Sciences Economiques; BERGTHUN, O., *The role of the permanent delegations in the decision-making process of the European Communities*, Oslo, Institut for Statsvitenskap. *La décision dans les Communautés européennes*, travaux du colloque de Lyon, sous la direction de Pierre Gerbet et Daniel Pépy, Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 1969. Van VAERENBERGH, A.-M., *La capacité décisionnelle du système communautaire*, Louvain (thèse en cours).

¹⁷ LINDBERG, L., *Measuring Integrative Processes*, à paraître; LINDBERG L., « The European Community as a Political System », *Journal of Common Market Studies*, June 1967; LINDBERG, L. et L. SCHEINGOLD, *Europe's Would-be Polity: Patterns of change in the European Community*. N. J., Prentice-Hall, 1970.

¹⁴ MERRITT, R. L., et PUCHALA, D. J., *op. cit.*

¹⁵ BENTHEM VAN DEN BERGH, G., *Types of Nationalism in Contemporary Western Europe*, ronéo, 1968.

A titre d'exemple, J. S. Nye subdivise (« Comparative Regional Integration; Concept and Measurement » International Organization, vol. XXII, No. 4, 1968) à l'instar de Haas (activités politiques, allégeances, nouvelles institutions), le concept d'intégration en trois sous-types: intégration économique (formation d'une économie transnationale), intégration sociale (formation d'une société transnationale) et intégration politique (formation d'un système politique transnational). En partant de cette subdivision, il examine les indicateurs permettant de mesurer le degré d'intégration de ces sous-types.

R. Inglehart et R. Schoenberger (« Communications and political mobilization: Development of a European orientation in Great Britain, France and Italy », Washington, APSA, septembre 1968) cherchent à appliquer les concepts de communications et de mobilisation politique à l'intégration européenne. A cet effet, ils ont analysé les données concernant deux principaux systèmes de communication (éducation et communication de masse) en Angleterre, France et Italie, en relation avec le développement de l'orientation européenne. Ils ont conclu que les communications de masse font partie d'un système général de l'Europe occidentale, agissant dans le sens de l'intégration de la communauté malgré leurs buts et soutiens principalement nationaux. Par ailleurs, ils ont mis en relief l'importance de la « mobilisation cognitive » dans le processus de mobilisation politique.

Dans son esquisse, H. Kerr, Jr. (« New directions in the study of European integration: an essay », Princeton University, November 27, 1968) s'oriente vers les recherches des processus socio-psychologiques de la formation et de la transformation des attitudes. L'intégration est perçue comme la diffusion des changements d'attitudes. Son intérêt est dirigé sur la question suivante: *comment* les attitudes à l'égard des « objets européens » — phénomène général, institutions concrètes, décisions, événements — se forment et changent graduellement aux niveaux de l'opinion publique et des dirigeants politiques et administratifs (« bureaucratiques »). Le mouvement est décomposé en quatre degrés: 1) réponse aux événements externes; 2) intégration comme moyen pour parvenir à une fin; 3) réévaluation des moyens et des buts; 4) légitimation.

II. Remarques et suggestions.

A la suite de ces tentatives, Haas, Schmitter et Barrera ont entrepris une révision de leur conception fonctionnaliste. Un net rapprochement

avec celle des communications de Deutsch semble en voie de réalisation. L'intégration européenne d'abord, puis sa comparaison avec d'autres expériences, pourraient bien être à l'origine d'une reconsidération de la théorie politique par la jeune génération de politologues. L'Europe ne semble pas dans la course, à l'exception de quelques efforts isolés mais non moins méritoires tels que celui de J. Galtung¹⁸.

Pour des motifs de présentation, j'ai marqué un peu trop artificiellement les différences entre diverses approches. En fait, même lorsqu'une recherche a une orientation définie, elle constitue le plus souvent une combinaison de deux ou plusieurs approches ainsi que de plusieurs méthodes. Quelques ouvrages récents en témoignent tels ceux de l'équipe de Deutsch ou de Friedrich¹⁹.

La plupart des auteurs ou chercheurs européens demeurent surtout attachés aux approches ou méthodes classiques, à quelques exceptions près (sondages d'opinion, groupes, processus de décision). L'équilibre entre les travaux classiques et les analyses à orientations nouvelles est bien meilleur parmi les travaux américains. Celles-ci s'orientent principalement dans deux directions: effort visant à mesurer les indicateurs d'intégration et analyse de la formation et des changements des attitudes. Les chercheurs appartenant à l'une ou à l'autre de ces tendances (parfois conjointes comme Deutsch) se préoccupent du problème d'un cadre conceptuel général. Cette préoccupation est d'autant plus justifiée qu'il est essentiel de ne pas isoler les diverses approches, mais de chercher, en revanche, à les intégrer. Exemple: l'analyse des structures formelles, mais aussi celle des attitudes, des dirigeants et des structures informelles (structures professionnelles, accords d'entreprises) peuvent être utilement rassemblées dans une étude de décision.

Dans le même ordre d'idée, l'application des méthodes avancées ou des approches nouvelles pourrait intervenir à titre de complément ou de moyen de contrôle. Ex.: l'analyse de contenu projetterait une nouvelle lumière sur le comportement des groupes au Parlement européen ou sur des décisions communautaires, permettant d'évaluer la contribution des institutions, des gouvernements et des groupes à la formation d'une décision.

¹⁸ GALTUNG, J., « A structural theory of integration », *Journal of Peace Research*, No. 4, 1968, Oslo, pp. 376-389. De VREE, J., *Theories of Integration*, Amsterdam (ouvrage en cours).

¹⁹ FRIEDRICH, C. J. (ed), *Politische Dimensionen der europäischen Gemeinschaftsbildung*, Köln, Westdeutscher Verlag, 1968. FRIEDRICH, C. J., *Europe: An Emergent Nation?* N. Y., Harper & Row, 1969.

Outre les lacunes qui restent à combler dans de nombreux secteurs de recherches, cette note a mis en relief le décalage existant entre les travaux américains et européens. Sans négliger les voies classiques, les chercheurs américains explorent des orientations nouvelles qui se veulent plus scientifiques dans leurs démarches et plus quantitatives dans l'effort de précision qu'elles poursuivent. Non sans raison, ils cherchent à utiliser les méthodes et techniques de pointe et, en particulier, les possibilités offertes par l'ordinateur. Certes, cet effort a parfois conduit à des excès. Mais ceux-ci ne constituent pas un motif suffisant pour négliger, voire rejeter carrément, les perspectives d'avenir qui méritent d'être explorées et évaluées. Pour décider de la valeur de ces approches et méthodes, il faut au moins être capable de les maîtriser avant de les juger. Les verdicts hâtifs expriment souvent de surcroît, un réflexe de défense, de nostalgie ou de crainte. Seul le doute nous semble admis. La question fondamentale est de savoir comment les facilités offertes, notamment par l'ordinateur ou d'autres techniques avancées, peuvent être utilisées valablement pour analyser la vie politique.

Cela n'implique nullement que toute la recherche doit s'orienter dans cette direction. Sur ce plan d'ailleurs les chercheurs européens peuvent bénéficier des expériences déjà acquises dans divers domaines. De plus rien n'empêche les Européens de rechercher un bon équilibre dans l'utilisation combinée de diverses recherches et méthodes. Mais il est évident que l'Europe ne peut pas se fermer ou résister à ces techniques nouvelles; en revanche, elle doit viser à leur donner la place qui leur correspond dans notre discipline.

En conclusion, nous devons mettre à disposition des moyens nécessaires aux chercheurs pour qu'ils puissent maîtriser ces techniques. Sans délaissier certains travaux expérimentaux, les chercheurs européens pourraient mettre à l'épreuve les méthodes quantitatives en les employant, par exemple, pour analyser un sujet qui a déjà fait l'objet d'une étude plus classique. De la sorte, on peut disposer d'un cadre de référence, d'un ensemble d'hypothèses mais aussi de correctifs. L'étude quantitative s'inscrirait dans un complexe. Les différentes méthodes deviennent ainsi complémentaires, s'appuient ou se corrigent mutuellement. C'est dans cet esprit que l'équipe de Genève a entrepris plusieurs recherches.

Post scriptum :

ATTITUDES FACE À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE EN 1970

par Ronald Inglehart

Dans l'article précédent, nous avons posé comme hypothèse que le sens de l'identification nationale se forme dans les années qui précèdent l'âge adulte et qu'il est relativement peu probable que l'individu y apporte des modifications par la suite. Si cette hypothèse est correcte, on s'attendrait, par exemple, à ce qu'en Europe occidentale les classes d'âge qui n'avaient pas encore atteint l'âge adulte pendant la période très nationaliste qui a précédé la première guerre mondiale, paraissent aujourd'hui beaucoup plus nationalistes que les classes d'âge dont l'adolescence s'est écoulée après la Deuxième Guerre mondiale.

Le tableau 1 reprend le type d'analyse transversale que nous avons déjà utilisée, avec des données sur 1970¹. Ceux qui, en 1963, avaient entre 14 et 21 ans appartiennent maintenant à la première tranche d'adultes (voir tableau 1). On constate bien l'existence des différences entre classes d'âge et elles vont bien dans le sens attendu (les classes d'âge jeunes montrent en général une tendance assez forte à soutenir une Europe intégrée supranationale). L'importance *relative* des différences entre classes d'âge confirme à nouveau notre hypothèse : dans les quatre pays étudiés auparavant, c'est en Allemagne que l'on constate

¹ Les questions posées en 1970 étaient les suivantes :

1. Etes-vous pour ou contre l'évolution du Marché Commun vers la formation politique des États-Unis d'Europe?
2. Etes-vous pour ou contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun?
3. Etes-vous pour ou contre l'élection d'un parlement européen au suffrage universel direct, c'est-à-dire d'un parlement élu par tous les citoyens des pays membres?
4. Acceptez-vous qu'il y ait, au-dessus du gouvernement français, un gouvernement européen responsable de la politique commune dans les domaines des affaires étrangères, de la défense et de l'économie?
5. Dans le cas de l'élection d'un président des États-Unis d'Europe au suffrage universel, voteriez-vous ou non pour un candidat qui ne serait pas français si sa personnalité et son programme correspondaient mieux à vos idées que ceux des candidats français?

Tableau 3

TAUX DE SOUTIEN A CINQ QUESTIONS SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

(Pourcentage des réponses par pays, février 1970)

	<i>Pour</i>	<i>Ne se prononcent pas</i>	<i>Contre</i>	<i>N</i>
1. Les Etats-Unis d'Europe				
Allemagne	69%	22%	9%	(1731)
Pays-Bas	64%	19%	17%	(1482)
France	67%	22%	11%	(2130)
Belgique	60%	30%	10%	(1155)
Italie	60%	33%	7%	(1941)
Grande-Bretagne	30%	22%	4%	(2147)
2. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun				
Allemagne	69%	24%		
Pays-Bas	79%	13%		
France	66%	3%		
Belgique	63%	19%	8%	
Italie	51%	40%	9%	
Grande-Bretagne	19%	18%	63%	
3. L'élection du Parlement européen				
Allemagne	66%	25%	9%	
Pays-Bas	59%	20%	21%	
France	59%	26%		
Belgique	56%	34%		
Italie	55%	39%		
Grande-Bretagne	25%	20%		
4. Un gouvernement européen supranational responsable des domaines de la Défense, des Affaires étrangères, de la politique commune dans l'Economie				
Allemagne	57%	24%	19%	
Pays-Bas	50%	18%	32%	
France	49%	23%	28%	
Belgique	51%	30%	19%	
Italie	51%	39%	11%	
Grande-Bretagne	22%	18%	60%	
5. Voteraient pour un président des Etats-Unis d'Europe qui ne serait pas de leur nationalité				
Allemagne	69%	19%	12%	
Pays-Bas	63%	19%	18%	
France	61%	17%	22%	
Belgique	52%	24%	24%	
Italie	45%	36%	19%	
Grande-Bretagne	39%	20%	41%	

SOMMAIRE

	Pages
Présentation, par D. SIDJANSKI	i
Le théoricien incomplet ou la perspicacité sans l'évidence, par J. D. SINGER	7
Efforts d'intégration dans le complexe de la politique européenne, par K. W. DEUTSCH	34
La fin de l'intégration européenne?, par R. INGLEHART	65
Mesure de l'intégration dans la Communauté européenne, 1963-1968: Exemple de l'indice d'acceptation relative, par D. HANDLEY	95
Aperçu des sondages d'opinion sur l'intégration européenne, 1945-1969, par D. SIDJANSKI et D. HANDLEY	118
Recherches sur l'intégration européenne, par D. SIDJANSKI	140
Post Scriptum: Attitudes face à l'intégration européenne en 1970, par R. INGLEHART	151